



Convention citoyenne pour le climat et la biodiversité de Bourgogne-Franche-Comté

Compte-rendu de la session 2 – 15 et 16 décembre 2023

Table des matières

| | |
|--|-----------|
| QUELQUES MOTS SUR LE DEROULE DES DEUX JOURNEES | 3 |
| PRECONISATIONS DES MEMBRES DE LA CONVENTION POUR NOS MODES DE VIE | 5 |
| CONSOMMER..... | 9 |
| HABITER | 12 |
| TRAVAILLER | 14 |
| SE RENCONTRER - CE QUI NOUS LIE..... | 16 |
| SE DEPLACER | 18 |
| MESSAGES CLES A DESTINATION DES HABITANTS / DECIDEURS..... | 20 |

Quelques mots sur le déroulé des deux journées

La session 2 de la Convention s'est tenue les 15 et 16 décembre 2023. 6 nouveaux participantes et participants ont été accueillis.

Les membres de la Convention sont revenus sur la synthèse de leurs échanges de la session 1. Trois intervenants y ont réagi et ont échangé avec le groupe. Les intervenants :

- Cyril Masselot, chercheur en Sciences de l'Information et de la Communication à l'Université de Franche-Comté - Observatoire de la transition socio-écologique de Bourgogne-Franche-Comté ;
- Daniel Gilbert, écologue, professeur à l'Université de Franche-Comté ;
- Joseph Comperat, chargé d'étude et prospective à la Région Bourgogne-Franche-Comté.

Le sujet de leurs interventions : modes de vie, typologie des comportements et profils dans la population face à la prise en compte des enjeux environnementaux, leviers d'action et niveau de réponse pour apporter une réponse collective à la hauteur.

L'après-midi a été consacrée à des rencontres rapides avec 17 intervenantes et intervenants. Au programme : présentations d'initiatives, d'actions menées sur le territoire, retours d'expériences puis temps d'échanges à l'échelle de chaque table qui regroupait au maximum 5 personnes.

| | |
|--|---|
| <p>Table 1 - Solutions individuelles de mobilité :</p> <p>Stéphane Bujadoux et Jean-Claude Rolin d'Amobisol ont sensibilisé et accompagné l'évolution des mobilités individuelles, revenant sur des opérations telles que "Une semaine sans ma voiture" et des ateliers de conversion de vélo classique en vélo à assistance électrique (VAE).</p> <p>Myriam Manton Ginel de Citiz a exploré les impacts des voitures partagées sur nos déplacements et les leviers nécessaires pour étendre ces initiatives.</p> | <p>Table 2 - Évolutions des pratiques de mobilité :</p> <p>Juliette Grolee de la Communauté de communes du Clunisois et David Dubois du CEREMA ont partagé des initiatives intercommunales visant des déplacements doux et décarbonés en zone rurale, réfléchissant à la décarbonation des mobilités et à de meilleures pratiques d'aménagement du territoire.</p> |
| <p>Table 3 - Économie circulaire et réemploi :</p> <p>Guillaume Westrelin d'Alterre et Dominique Marie du Conseil régional sont intervenus sur le réemploi, la circularité de l'économie et la réduction des déchets.</p> | <p>Table 4 - Consommation d'eau, alimentation et agriculture :</p> <p>Antoine Lagneau et Claire Pernet d'Alterre ont exploré la gestion sobre de la ressource en eau, les défis liés à l'alimentation et les nouvelles approches pour assurer l'accessibilité aux produits sains.</p> |

| | |
|--|---|
| <p>Table 5 / 6 - Énergie et Projets locaux / Habiter : notre logement, notre énergie :</p> <p>David Lacroix d'Enercoop a présenté un réseau coopératif national pour la transition énergétique, tandis que Daniel Mugnier de Planair s'est concentré sur le photovoltaïque et ses implications énergétiques.</p> <p>Francis Schweitzer d'Atmo BFC a discuté de la sobriété énergétique dans les habitats, soulignant l'importance de considérer la qualité de l'air et la santé environnementale.</p> | <p>Table 7 - Organisation du territoire :</p> <p>Benjamin Gracieux de l'Agence d'Urbanisme Besançon centre Franche-Comté - AUDAB et Aurélien Trioux de la Commune de Bretigny les Norges ont exploré l'adaptation des territoires urbains et ruraux aux changements climatiques.</p> |
| <p>Table 8 - Travail et changement de modèle économique :</p> <p>Bénédicte Dolidzé de l'Agence Economique Régionale (AER) a partagé des retours d'expérience sur la manière dont les entreprises locales ont travaillé au changement de leur modèle économique, tandis que Fantin Moreau d'Ulteria a évoqué un lieu dédié à l'apprentissage et à l'entrepreneuriat pour la résilience territoriale.</p> | <p>Table 9 - Rencontres et biodiversité :</p> <p>Cécile Artale de l'association Pirouette Cacahuète est revenue sur le programme Osons la nature, soulignant les actions coconstruites avec le Conseil municipal et les habitants pour intégrer la biodiversité dans les communes.</p> |

Ces échanges ont été suivis d'un debrief entre les participants pour connaître ce qu'ils ont retenu, ce qui les a inspiré et ce qui ne leur semble pas souhaitable. Ce debrief a permis de commencer à compléter la description des modes de vie auxquels ils aspirent, discutés lors de la session 1.

La deuxième journée a débuté par un exercice en deux groupes pour prendre en compte ceux qui par définition n'ont pas de voix : les générations futures et les espèces vivantes non-humaines. Le premier groupe a rencontré la « 4ème génération » et le second des ambassadeurs de la biodiversité. L'objectif ? S'oxygéner, penser au monde que nous laisserons demain et réfléchir à comment changer nos modes de vie non pas sous son prisme personnel, mais en prenant aussi en compte les générations futures et les vivants non-humains.

En seconde partie de matinée, les participants ont concentré leurs échanges sur les *sujets sur lesquels il est difficile de renoncer*. Au programme : échanges en groupes et dans l'espace pour donner à voir les différentes positions. Les participants ont ensuite partagé collectivement leurs arguments, avant de s'engager dans un travail d'écriture collective l'après-midi.

La session s'est clôturée par la présentation des prochaines étapes du processus et de la troisième session durant laquelle des acteurs et agents de la Région viendront échanger avec les citoyens de la Convention.

Préconisations des membres de la Convention pour nos modes de vie

Afin d'agir sur les différents aspects de nos modes de vie, nous pointons des conditions individuelles et collectives indispensables.

Nous n'avons plus le temps. Nous devons transformer nos manières de vivre. Si nous agissons vite, nous pouvons encore proposer des vies décentes pour les générations futures.

Les problèmes auxquels nous faisons face, ce sont les humains qui les ont provoqués.

Les dérèglements climatiques sont là et vont s'aggraver. Les espèces vivantes sont déjà sous pression. Nous avons tout intérêt à changer et à anticiper les changements à venir.

Nous devons faire individuellement et collectivement des efforts sur tout : nos consommations – de produits et ressources telles que l'eau – ou encore nos déplacements.

Il ne s'agit pas de culpabiliser qui que ce soit, mais d'agir ensemble. **D'aller vers des actions, des modèles désirables.**

Individuellement

Tout cela fonctionne si des conditions sont réunies pour **mettre chacun dans les bonnes dispositions** :

- **Le temps.** D'abord pour aller au bout de la prise de conscience. Et du temps dans nos quotidiens pour réaliser ces modes de vie respectueux de notre environnement ;
- De bonnes dispositions de **santé mentale et physique** ;
- Prendre en compte le **contexte économique personnel et donner à chacun les ressources pour bien vivre ces nouveaux modes de vie** ;
- Un **cadre d'information apaisé** où l'on n'est pas désorienté par une désinformation / surinformation ;

Collectivement

Ces évolutions doivent être traduites dans un **contrat social renouvelé** pour **notre société**. Il précisera de nouvelles valeurs respectueuses des personnes et de la planète qui cimentent la société.

Pour réaliser ce « contrat » qui nous lie collectivement et ces valeurs nous préconisons :

- De mettre en avant ces **modes de vie vertueux – notamment des modes de vie aujourd'hui perçus comme modestes** ;
- **Des valeurs de réussite tournées vers le bien-être, la bienveillance, le vivre ensemble, la solidarité** – et qui sortent d'un impératif de profit, de croissance, de marqueurs sociaux qui valorisent les signes de richesse ;
- **De la responsabilité** : de chacun en tant que citoyen – mais aussi des élus et dirigeants. Une partie d'entre-nous insiste sur le fait de ne minorer aucune des deux dimensions : droits et devoirs.

Des pistes sur la manière dont cela doit se traduire ...

... dans l'organisation de la société

- **Une démocratie plus intense** → plus transparente, à toutes les échelles. Associer davantage les habitants dans leur diversité aux choix (notamment pour contrebalancer le secteur économique) – Nous insistons sur l'importance de rendre des comptes ;
- **D'autres manières de décider** → pour prendre en compte le long terme (pour la planète, nos enfants ou encore les autres espèces vivantes) et tous les aspects des décisions (sortir d'un choix économique ou pratique de court terme, dommageable à plus long terme) ;
- **Se baser sur les contraintes environnementales** comme cadre de référence prioritaire. Nous devons réinterroger toutes nos manières de faire au travers du prisme de l'avenir de la planète. Nous prenons l'exemple d'une protection parfois excessive de patrimoines architecturaux qui va à l'encontre de l'environnement, ou encore de budgets qui sont dépensés juste pour ne pas perdre la ligne budgétaire l'année suivante. La recherche doit également être mise au service de l'environnement ;
- **Faciliter l'expérimentation** pour sortir du cadre actuel et donner à voir ces projets « pilotes » et tout ce qui peut inspirer (aussi dans d'autres pays ou continents) ;

Nous sommes beaucoup revenus sur le constat d'un dysfonctionnement de notre démocratie. Les décisions et actions ne suivent plus les ambitions des citoyens. Nous aspirons à d'autres manières de fonctionner. Nous avons par exemple évoqué :

- Le referendum ou encore le referendum d'initiative citoyenne ;
- La reconnaissance et valorisation du vote blanc ;
- La lisibilité et l'explication des votes et actions de nos représentants politiques (à tous les niveaux) ;
- Des hommes et femmes politiques modèles - en adéquation entre le discours et les faits – ils doivent rendre des comptes. Cette exemplarité à tous les niveaux est essentielle pour la confiance et l'engagement de tous (notamment reconnaître et communiquer sur les erreurs).

Nous sommes d'accord sur les finalités, mais nous interrogeons encore sur les meilleures modalités pour les réaliser. Ces évolutions soulèvent des questions - par exemple, le referendum seul suffira-t-il à faire des choix bien informés, avec un temps et des modalités de réflexion suffisants ?

... dans les valeurs véhiculées dans notre société

- Par exemple des **valeurs de bienveillance, de gentillesse, d'entraide**. Ce sont des valeurs qui sont portées par des religions. Il ne s'agit pas de promouvoir les religions, mais nous constatons que nous avons besoin de **valeurs adaptées aux enjeux contemporains** pour fonctionner collectivement – cette bienveillance concerne les humains mais aussi la planète et toutes les espèces qui y vivent et y vivront ;
- **De l'équité** : que tout le monde prenne en compte ces enjeux quel que soit son mode de vie. Les règles doivent être les mêmes pour toutes et tous. Pourquoi les plus modestes devraient fournir des efforts si les plus riches continuent à émettre beaucoup de carbone par exemple ?

- **Se centrer sur ce qui contribue à notre bonheur**, en revenant aux bases de ce dont nous avons besoin pour être heureux. Notamment en s'inspirant et valorisant les modes de vie modestes et vertueux. Aujourd'hui la publicité promeut au contraire des aspirations qui vont contre l'avenir de la planète ;
- Avoir **un cap partagé**, une vision à long terme de là où nous allons collectivement.

Nous partageons la volonté que notre pays, notre région, nos communes soient exemplaires pour nourrir une dynamique de transition ambitieuse.

Tout cela doit se traduire dans tous les domaines. En particulier dans notre système d'éducation. A tous les âges. C'est-à-dire dès l'école, mais aussi dans les formations pour adultes. Les médias, la culture, doivent massivement véhiculer ces connaissances, ces valeurs et des modèles vertueux. Par exemple, les émissions de cuisine doivent aider à cuisiner de saison, local... et à acheter de manière raisonnable.

Pour beaucoup d'entre-nous ces évolutions des valeurs sont indissociables du **bien-être individuel**. En particulier, donner accès à des activités physiques, au sport pour toutes et tous contribue à notre bien-être, notre civilité et notre aptitude mentale à agir.

Zoom sur la question de la contrainte

Nous avons beaucoup échangé sur **la contrainte dans notre société**.

Une majorité d'entre-nous (26 personnes) se sont positionnées pour davantage de contrainte (12 fortement, 14 modérément – voire conditions plus bas). 5 personnes n'en veulent pas davantage – considérant que nous sommes déjà trop contraints et s'inquiètent de l'équité (considérant que les plus riches y échapperont).

Tout d'abord, nous exprimons notre attachement aux libertés individuelles. Comme nous l'expliquons plus haut, nous préférons l'information, la pédagogie, l'accompagnement. Mais l'urgence environnementale est trop grande. Nous constatons que dans beaucoup de domaines, la contrainte a permis d'améliorer la situation. Naturellement, les humains ont souvent horreur de la contrainte, mais les réglementations routières et les amendes sauvent des vies.

Pour le moment, les incitations et actions pour la planète ne suffisent pas. Il faut contraindre davantage. Par exemple, nous ne pouvons plus consommer des produits qui voyagent autant et tant d'emballages. Tout le système doit être contraint pour avoir une consommation locale – et nous sommes prêts à renoncer à des produits pour consommer localement et moins.

La contrainte est acceptable mais seulement à certaines conditions :

- La contrainte doit s'appliquer à toutes et tous – cette équité est indispensable à l'acceptation (à tous les citoyens et toutes les organisations) ;
- Les effets doivent être démontrés – ça ne peut pas être une manière de nous manipuler pour d'autres objectifs sous prétexte environnemental – sinon cela ne générera que de la défiance ;

- Cela doit être fait de manière respectueuse – sans mépris – en nous reconnaissant toutes et tous et en nous considérant – c'est-à-dire dans la transparence, la confiance et l'information.

Des personnes ont défendu le besoin de développer également des incitations et de rendre attractifs les changements. Par exemple, dans certains pays, la consigne est rémunérée. Qu'il y ait contrainte ou pas, des efforts pourraient être récompensés.

Consommer

Une majorité d'entre-nous (21 personnes) soutient **une transformation radicale des modes de consommation – c'est-à-dire vers une consommation responsable, locale et sobre.**

9 sont plus mitigés et 1 s'y oppose. Ces 10 personnes insistent en particulier sur la volonté d'avoir accès à nombre de produits qui ne peuvent être produits localement, préserver un cadre concurrentiel et protéger les emplois actuels.

En tant qu'habitants, nous avons identifié des actions concrètes pour **accroître notre autonomie et adopter des comportements respectueux de l'environnement.** Certaines pratiques actuelles sont à généraliser comme la création de potagers, la confection de conserves et produits ménagers, ainsi que le recours au réemploi.

Nous préconisons **une consommation plus réfléchie, c'est-à-dire bonne pour notre santé et la planète** : aller davantage à l'essentiel et ce qui est respectueux de l'environnement et restreindre massivement l'acquisition de biens provenant de régions éloignées. Cela peut passer par l'éducation à la réduction de cette même consommation. Sur l'alimentation par exemple, une partie d'entre-nous préconise une évolution des pratiques avec une alimentation végétarienne – ou moins de viande.

Cette **consommation doit désormais aller massivement vers la production locale et de saison et être beaucoup plus sobre** – que ce soient des produits alimentaires ou encore une part importante de notre électricité (par exemple autoproduite par des panneaux solaires).

Pour que ces évolutions se réalisent nous devons avoir accès à :

- Une offre de produits locaux respectueux de l'environnement ;
- Des jardins et potagers individuels et collectifs ;
- Des prix attractifs et justes pour les achats locaux et responsables écologiquement (et ainsi reprendre des parts aux achats en ligne qui nous semblent augmenter les transports de produits et donc les émissions de GES) ;
- Moins de viande, mais de meilleure qualité. De même pour la pêche – une pêche qui ne détruit pas les espèces.

Plus largement, notre société doit :

- Promouvoir et imposer des produits sains et locaux (moins transformés et moins de sucre notamment) – nous devons réfléchir à ce qu'est le « local » notamment pour des villes qui ne pourront pas être autosuffisantes ;
- Imaginer de nouvelles manières de faciliter les consommations vertueuses et locales. Par exemple, est-ce que les monnaies locales faciliteraient ces consommations ;
- Repenser des modes de production vertueux / généraliser de nouvelles manières de produire, en imposant un cahier des charges strict aux producteurs pour éviter toute surexploitation des ressources (terre et eau) et l'utilisation de pesticides (le renouvellement des générations d'agriculteurs est une opportunité pour cela). Ces modes de production devront prendre

en compte tout le cycle des produits et limiter tous les emballages (aller vers le vrac et des solutions telles que la consigne qui fonctionnaient bien, arrêter l'utilisation du plastique, proposer un système de recyclage). Nous pensons qu'une production différente entrainera une consommation différente ;

- Réserver une partie des terres pour ces productions et circuits courts ;
- Favoriser l'accessibilité des produits « bio » aux producteurs et acheteurs. Que cela soit en simplifiant l'acquisition du label ou en mettant en place des réductions de prix sur l'achat de ces produits ;
- Mettre fin à l'élevage intensif. Nous n'imaginons pas la France sans vaches, mais avec moins. Et avec des modalités d'élevage qui veillent à leur bien-être. Les raisons sont multiples : pour l'environnement, notre santé, mais aussi prévenir la souffrance animale. L'élevage utilise trop de ressources – par exemple en eau dont nous commençons à manquer cruellement. L'excès de viande n'est pas bon pour notre santé et aujourd'hui il y a des méthodes d'élevage qui fragilisent notre santé – parce que les bêtes sont mal nourries ou encore reçoivent beaucoup d'antibiotiques ;
- Nous rappelons, pour que ces changements se réalisent, le besoin de repenser des marqueurs sociaux et des valeurs (sortir de ceux qui valorisent richesse et consommation). Il faudra aussi promouvoir ces évolutions et les inciter (fiscalement et par des aides) – par exemple en obligeant la transparence des soutiens financiers des marques ou en interdisant toute publicité de projets / services / biens non vertueux et ne valorisant pas le nouveau « cap à suivre ».

Nous soulignons des points de vigilance pour atteindre ces nouveaux modes de consommation :

- Assurer l'accès aux produits de première nécessité même s'ils ne peuvent pas être produits localement ;
- Procéder par étapes pour réaliser cela. Il ne faut pas créer une situation de blocage ou pénurie pendant la transition (nous nous inquiétons de l'effet sur l'opinion publique que cela aurait). Par exemple à très court terme systématiser des rayons spécifiques dédiés aux producteurs locaux dans les commerces actuels. Mais aussi avec un maillage de ressourceries et de friperies pour avoir moins d'impact CO2.

Question en suspens

Relocaliser les activités et parier sur le local pose également la question des activités dans la Région dont les consommateurs sont en dehors de la Région. Sommes-nous prêts à abandonner des entreprises qui peuvent être relocalisées pour qu'elles se rapprochent de leur point de consommation ?

Zoom sur le numérique

5 d'entre nous apprécient vivement le numérique mais pour une grande majorité (21 personnes) il est important qu'il soit **beaucoup plus raisonné**. 5 d'entre-nous sont plus critiques et aimeraient pouvoir s'en passer.

Il est omniprésent et contribue à façonner les modes de vie. Son développement ne nous semble souvent pas aller dans le sens des enjeux que nous défendons ici.

La numérisation croissante de notre quotidien a engendré de nouveaux usages mais aussi une dépendance aux objets connectés et aux applications. Ces outils facilitent parfois l'ouverture aux autres, notamment pour les personnes isolées. Cependant, la montée en puissance des démarches administratives en ligne contribue à l'isolement (notamment des personnes âgées en zone rurale) et à la déshumanisation. Face aux risques associés, telles que la propagation de fausses informations (qui existe aussi dans les médias classiques) et la fraude bancaire, il est impératif de cadrer et sécuriser ces outils.

Nous ne voulons pas que ces outils compromettent notre engagement envers une consommation responsable. Nous constatons que le e-commerce est pratique mais qu'il génère aujourd'hui une concurrence déloyale pour les commerçants ayant un pas de porte (coûts de fonctionnement de la structure, produits plus taxés, etc...). Cette situation défavorise l'offre locale et le modèle auquel nous aspirons.

Aussi, nous apprécions souvent les jeux vidéo ou encore les vidéos en streaming, mais sommes conscients des conséquences environnementales. Les achats en ligne, malgré leurs avantages en termes de prix et de diversité, nécessitent une réflexion sur l'origine, la traçabilité et les modalités de production.

Pour que ces évolutions se réalisent nous devons avoir accès à :

- Des lieux, espaces avec des personnes en présentiel et facilement accessibles pour répondre aux questions, réaliser des démarches – autrement dit, de pouvoir nous passer du numérique ;
- Des services numériques responsables et contrôlés.

Plus largement, notre société doit :

- Assurer l'équilibre entre numérique et possibilité d'échanger en présentiel – besoin du service-après-vente et de pouvoir réaliser les actes administratifs en personne ;
- Maintenir et développer le commerce de proximité et taxer le e-commerce qui encourage l'importation des produits ;
- Utiliser les réseaux sociaux pour porter des messages en accord avec les modes de vie vertueux – par exemple par la régulation des réseaux sociaux ou la mise en avant d'influenceurs prenant en compte les enjeux environnementaux.

Habiter

Nous sommes majoritairement (17) pour **une évolution mesurée de nos manières d'habiter** pour partager des services, des lieux avec des voisins, voir nos logements dans certains cas. 3 d'entre-nous sont très favorables à aller jusqu'à de nouvelles formes de collocation ou encore d'habitat intergénérationnel. Cependant, 11 d'entre-nous tiennent trop à la préservation de leur intimité pour envisager des évolutions conséquentes.

Sur **les efforts de sobriété au travers de nos logements**, nous y sommes très favorables – quitte à renoncer à un peu de confort (15 très favorables et 14 insistent que cela peut se faire en étant aidé). Certains évoquent le fait de vivre très sobrement par contrainte et que faire davantage leur paraît impossible et injuste.

En tant qu'habitants, nous avons identifié des actions pour **rendre nos modes d'habitation plus durables. C'est-à-dire moins consommateurs de ressources premières mais aussi d'équipements et faiblement émetteurs en gaz à effet de serre**. Individuellement, nous adoptons autant que possible des solutions de chauffage écoresponsables. Certains veillent à réutiliser ou encore à réduire leur consommation de ressources ou souhaitent aller plus loin dans cette limitation. De manière générale **nous aspirons** à transformer nos manières d'habiter pour retrouver un sens du collectif pour une société plus durable.

Nous sommes cependant attentifs à préserver notre espace personnel. Mais aussi à ce que les efforts pour réduire nos consommations (d'eau et de chauffage notamment) ne nuisent pas à notre santé.

Enfin, nous tenons à **la végétalisation** de nos villes et nos communes – en lien avec la biodiversité et les autres êtres vivants.

Pour que ces évolutions se réalisent nous devons avoir accès à :

- Des habitats qui partagent des services entre eux (de lessive, ou encore des outils, des potagers...) – en veillant à protéger l'intimité des ménages – cela peut se faire à l'échelle d'un immeuble, d'un quartier ou encore d'un village ;
- Un accompagnement à la rénovation durable ;
- D'autres manières d'habiter : en collocation, notamment intergénérationnelles ou encore d'autres formes d'habitats partagés à inventer ;
- Des espaces verts, des potagers collectifs et des ilots de fraîcheur – dans les villes mais aussi dans les villages.

Plus largement, notre société doit :

- Définir et partager des règles pour le partage de ressources et de lieux avec les voisins – concrètement, cela veut dire un cadre qui facilite le respect et l'entretien des lieux et ressources partagés pour qu'ils restent sains et propres ;
- Proposer une diversification et un maillage fin de l'offre d'habitat – pour prévenir une concentration des personnes âgées à tel endroit ou des familles

à tel autre notamment. Il faut penser le vieillissement de la population, c'est-à-dire l'offre de services et d'habitats ;

- Permettre aux personnes âgées d'avoir le choix de garder leur domicile et/ou d'accéder à des logements adaptés – par exemple plus proches des villes, avec des services pour les personnes qui vivent en milieu rural et dont l'accès aux services de soins génèrent beaucoup de déplacements. Mais aussi les accompagner si elles souhaitent partager leur logement (souvent utilisé qu'en partie) ;
- Soutenir l'isolation des logements - Aller à chaque fois que c'est possible vers une autosuffisance énergétique des habitats – par l'isolation, l'installation de panneaux photovoltaïques, le déploiement des toitures végétalisées ;
- Et aussi progresser sur d'autres aspects des logements pour : systématiser le recyclage ou encore la récupération d'eau de pluie ;
- Adopter une politique stricte concernant le chauffage et l'isolation des habitats et lieux publics (minimum de température, éviter de chauffer des salles peu utilisées) ;
- Lutter contre les îlots de chaleur urbains en désimperméabilisant, verdissant les logements, les bourgs et les villes. Un point d'attention est porté sur les quartiers avec beaucoup de petits collectifs et immeubles. L'aménagement d'espaces verts crée des zones de convivialité mais aussi des îlots de fraîcheur pour le bien-être des habitants qui n'ont pas de jardin ;
- Adapter la végétation aux évolutions des modes de vie que nous décrivons. Avec des arbres fruitiers, des jardins partagés, etc. ;
- Faire attention à l'équité : les efforts doivent être dosés selon ce que nous avons. Certains ont très peu, on ne peut leur demander de se priver davantage.

Zoom sur l'énergie, vers quelle source d'énergie renouvelable aller ?

Nous sommes en accord avec la politique de développement des énergies renouvelables portée à l'échelle européenne, nous avons néanmoins plusieurs questionnements :

- Pour certains, le recyclage des panneaux solaires et des batteries issues des éoliennes questionne et pourrait être un frein au déploiement de cette alternative ;
- Pour d'autres, le nucléaire et l'enfouissement des déchets inquiètent.

Travailler

Une partie d'entre nous (15 personnes) sont en faveur **d'une transformation profonde de l'organisation de la société et donc nos métiers**. Il s'agit d'une nécessité au regard du mal être actuel des salariés et de l'impact des entreprises sur l'environnement. 3 d'entre nous sont **en faveur d'une protection des emplois et les activités qui contribuent à faire vivre nos territoires**. Trop contraindre reviendrait à faire partir des entreprises et donc impacter l'emploi. Enfin, pour 13 personnes, cette transition doit se faire de manière progressive, notamment pour ne pas pénaliser les salariés.

En tant qu'employé ou entrepreneur, nous constatons une capacité – même si elle a des limites - à **influencer positivement notre environnement professionnel**. Certains favorisent le télétravail pour réduire les déplacements, conscientisant ainsi notre impact écologique pendant que d'autres utilisent des déplacements doux.

Nous aspirons à **une économie qui se recentre sur les enjeux environnementaux et au déploiement de nouveaux modèles d'entreprises**. Que cela soit en engageant les salariés dans les décisions de l'entreprise ou encore en transformant les activités pour en limiter au maximum l'impact. Dans quels objectifs ? Retrouver le sens du travail, du bien-être, tout en amorçant une transition vers des modèles ne privilégiant pas la rentabilité.

Malgré tout, nous nous sentons souvent démunis face à des contraintes de notre employeur, ou le fonctionnement du marché pour des artisans pour qui les règles de concurrence ne permettent pas de prendre en compte ces enjeux. Nous craignons que ces évolutions laissent des personnes de côté. Ou encore que des personnes volontaires se mettent en difficulté face à une concurrence qui serait ainsi avantagée par moins de contraintes.

Pour que ces évolutions se réalisent nous devons avoir accès à :

- Des emplois répondant aux enjeux environnementaux et humains ;
- Des employeurs qui proposent un modèle d'organisation sociale participatif – la démocratie, ce doit aussi être davantage dans les organisations, les entreprises ;
- Des emplois près des lieux de vie. C'est-à-dire, un maillage des zones d'emplois connectées aux villes et aux transports en commun pour éviter la création de ZAC (Zone d'Activité Commerciale) isolées. Au contraire le soutien à la création d'activité doit participer de la réduction des distances entre lieux de vie et de travail ;
- Une rémunération raisonnable - pour pouvoir consommer localement et sainement et davantage d'équité.

Plus largement, notre société doit :

- Mettre en place un système global de recyclage, dès la production, intégrant le cycle de vie des produits et matériaux pour éviter une surexploitation de la ressource. Cela passe par systématiser seconde main et recyclage ;

- Soutenir et accompagner les artisans locaux en détaxant les produits locaux et de première nécessité ;
- Limiter l'exploitation des ressources (eau, sol, etc.) par les entreprises ;
- Accompagner les secteurs et emplois non soutenable dans leur transition : formations adaptées, encourager l'alternance, etc. En effet, pour réaliser une société soutenable, des activités devront être abandonnées. Nous devons impérativement être solidaires et aider toutes les entreprises, les personnes, dont l'activité disparaîtra à développer de nouvelles compétences et trouver un nouvel emploi ;
- Soutenir les entreprises aux activités vertueuses et peu impactantes pour l'environnement. Par exemple en allégeant les charges patronales et salariales ou proposant des subventions ;
- Repenser les indicateurs de réussite en valorisant par exemple un système de comptabilité incluant l'impact environnemental/carbone ou dans le déploiement d'un budget vert ;
- Encourager de nouveaux modèles d'association des salariés. Par la redistribution des bénéficiaires, ou l'association dans les prises de décision ;
- Adopter une politique plus restrictive sur le *droit à polluer* - en lien avec les certificats d'économie d'énergie – en interdisant aux entreprises de dépasser leurs quotas. Dans quels objectifs ? Inviter les grandes entreprises à se réinventer et à ne pas se replier sur des solutions alternatives.
- Encourager les comportements vertueux du côté des employés et des entreprises - par exemple en matière d'emballages ou encore dans le déploiement d'une politique de mobilité douce à destination des salariés (prime, gratuité, etc.) ;
- Porter des réflexions sur l'adaptation de l'organisation du travail à l'échelle des collectivités et des entreprises pour prendre en compte les enjeux environnementaux. Par exemple via la flexibilité des horaires. Pour adapter ses trajets ou encore palier aux extrêmes chaleurs pouvant impacter les conditions sociales d'exercice.

De manière générale, nous plaidons pour une réévaluation des critères de réussite. Ils privilégieront des modèles respectueux de l'environnement. Nous appelons également à faire évoluer et valoriser la valeur du travail - en garantissant des conditions de vie décentes pour toutes et tous.

Se rencontrer - Ce qui nous lie

Nous constatons l'importance des liens entre personnes pour impulser et transmettre des valeurs.

En premier lieu, cela passe par **la famille** pour former et éduquer les enfants – et dans tous nos liens sociaux (voisins, amis ou encore collègues).

Nous soulignons l'importance de vivre ensemble qui est très lié au sentiment de sécurité – les deux se nourrissent.

En partageant des habitudes et des **célébrations collectives**, notamment autour de la gastronomie ou les fêtes de fin d'année, nous exprimons un attachement profond à ces éléments qui façonnent notre culture commune. Afin de préserver cette culture mais la concilier avec les enjeux environnementaux – nous voulons consommer mieux et moins (voir plus bas).

Les **voyages** et les **vacances** sont également perçus comme des moyens privilégiés de renforcer nos liens avec les autres, d'apprendre et nous n'imaginons pas y renoncer.

Un point central du vivre ensemble est **le sport**. La **marche et les sports dans la nature** contribuent à notre conscience de l'environnement. Ils participent aussi de notre **bien-être** que nous jugeons indispensable pour être bien en collectif et faire face aux enjeux environnementaux.

Pour que ces évolutions se réalisent nous devons avoir accès à :

Des lieux et des activités qui contribuent à faire vivre ces liens, ces valeurs, cette nouvelle organisation collective auxquels nous aspirons. Les modalités existent déjà mais doivent être présentes partout. Plus spécifiquement nous pensons à :

- Des groupes de voisins pour entretenir des potagers, faire du compost ;
- Des lieux multiusages et intergénérationnels – ou tiers lieux – qui réunissent des activités telle que : information et services publics, café associatif, petits concerts, épicerie en circuit court ou encore jeux (baby-foot, billard...) – ce type de lieu nous semble notamment indispensable dans les territoires ruraux les moins dotés. Cela nous semble aussi faisable avec des moyens modérés. En effet, un seul emploi pourra réaliser plusieurs de ces missions parce que certaines demanderont peu de temps de travail. Dans des territoires plus dotés en services, nous nous interrogeons sur leur pertinence (ils n'auront peut-être pas de public) ;
- Un cadre apaisé → davantage de liens passe aussi par la lutte contre les incivilités et à la promotion d'actions associatives orientées vers les liens et nos besoins essentiels.

Plus largement, notre société doit :

- Aider à la **création de groupes, associations et repas pour renforcer les liens dans nos quartiers, nos communes**, favorisant ainsi la connaissance mutuelle mais aussi des discussions sur les enjeux climatiques ;
- Valoriser nos différences, toutes nos cultures en prenant en compte la dimension environnementale – par exemple sur la gastronomie – la valoriser car elle contribue à nos liens, notre histoire, et la faire évoluer pour nous centrer sur l'essentiel : le lien, la célébration, les goûts, tout en veillant à réduire ces impacts sur l'environnement (moins de viande et de poisson – de meilleure qualité) ;

- Penser aux activités pour tous les publics – par exemple aux jeunes dans certaines zones rurales ;
- Mettre à disposition les infrastructures et des ressources pour l'animation de ce maillage de tiers-lieux – soutenir financièrement par une répartition fine et transparente d'aides publiques (transparence aussi sur les résultats).

Des renoncements qui **font débat**

Néanmoins, **certaines transitions nous sont difficiles à accepter**, telles que renoncer à notre liberté de voyager librement et à utiliser notre voiture pour les déplacements. De même, remettre en question la numérisation des services et se passer de produits culinaires étrangers soulève des préoccupations liées à nos habitudes et à la variété culturelle dans notre quotidien. Ces défis nous obligent à réfléchir aux évolutions équitables pour préserver la planète – réfléchir encore à ce que nous souhaitons garder, faire évoluer ou encore ce à quoi nous sommes prêts à renoncer.

Malgré notre attachement à la gastronomie, **nous voulons consommer moins de viande et de poisson, et surtout mieux**. Ce n'est pas incompatible. 10 d'entre-nous sont pour une forte limitation de ces consommations et 19 insistent pour la limiter et surtout mettre fin à l'élevage et la pêche intensifs. 2 d'entre-nous ne souhaitent pas faire évoluer leur alimentation et ces consommations.

Le voyage

Dans nos modes de vie, nous sommes pour beaucoup **très attachés au voyage**. C'est essentiel pour nous pour notre bien-être, faire une pause après des périodes de travail intenses. Surtout, c'est essentiel pour nous de découvrir d'autres cultures, d'aller à la rencontre des personnes, tout simplement d'apprendre. Pour certains, c'est aussi le moment pour retrouver sa famille.

Une moitié (15) d'entre-nous ne sommes pas prêts à les limiter et apprécient notamment l'avion pour parcourir des grandes distances. 8 y tiennent mais souhaitent les réduire fortement pour limiter leurs émissions de GES en utilisant moins ou pas l'avion et donc en allant moins loin. 8 sont plus mitigés et aimeraient trouver d'autres leviers pour limiter les impacts (réduire les distances, rendre des modes de déplacement plus attractifs financièrement – tels que le train). Le développement de l'offre de transports locaux et notamment ferroviaire participera de la réduction des distances, à des modes de déplacements vertueux mais aussi de l'accès aux voyages des plus modestes.

Nous partageons que sur certaines distances. L'avion est le moyen le plus accessible financièrement. Des personnes l'utilisent ainsi faute d'autre solution.

Se déplacer

Pour une partie d'entre nous (12 personnes), **il est compliqué de renoncer à la voiture individuelle**. Outil de travail pour déplacer de la marchandise ou encore réponse au manque de connexion entre transports en commun, la voiture reste indispensable aux quotidiens de beaucoup d'entre-nous. **La majorité** (18 personnes) **exprime que des changements sont possibles mais que la voiture facilite grandement nos vies**. Deux conditions pour passer le cap : que les autres alternatives soient attractives (et déjà possibles) en prix et en temps (il ne s'agit pas de multiplier les temps de déplacement). 1 personne souligne qu'en étant à la retraite elle a moins de contraintes – de temps et d'horaires. Bien que vivant en milieu rural, elle peut maintenant souvent se passer de voiture.

En tant qu'habitant, nous sommes conscients de l'importance de changer nos habitudes de déplacement en faveur de **modes plus durables et actifs** (c'est bon pour la santé) tels que la marche, le vélo et les transports en commun. Certains témoignent de la difficulté initiale, mais soulignent – quand ils ont pu passer le pas - les avantages tels que les économies d'essence et les bienfaits pour la santé. C'est cependant impossible pour beaucoup en l'état. Faute d'autres solutions en particulier en milieu rural, nous sommes dépendants de la voiture pour travailler, emmener nos enfants à l'école, pratiquer des loisirs ou encore faire des courses.

En complément, il existe aussi des inquiétudes concernant l'achat de voitures électriques, en raison de la pollution liée à la production de batteries.

Pour que ces évolutions se réalisent nous devons avoir accès à :

- Des services de transports adaptés aux territoires et répondant aux différents besoins (familles nombreuses, âge, handicap, etc.) ;
- Un mix de solutions pour faciliter l'évolution des pratiques - c'est-à-dire des alternatives à la voiture individuelle et des évolutions de transports en commun (à la fois avec une offre plus importante en particulier en milieu rurale et une tarification plus attractive – notamment dans certaines villes) ;
- Des routes plus sûres et des infrastructures de qualité – notamment pour que tous les modes de déplacement se côtoient facilement – ce qui n'est pas toujours le cas en milieu rural notamment.

Plus largement, notre société doit :

- Garantir l'accessibilité des transports en commun. Que cela soit en révisant les tarifs ou encore en desservant davantage de lieux et territoires ;
- Travailler à un maillage régional des mobilités douces pour assurer la connectivité entre les territoires ;
- Développer les infrastructures relatives au développement de transports alternatifs à la voiture individuelle (aires de covoiturage, autopartage, vélos à assistance ou classiques) ;
- Faciliter par cette offre accrue tous les déplacements de courte et moyenne distance. Pour travailler, mais aussi pour nos loisirs, et un tourisme dans la région peu coûteux en frais de déplacement ;

- Protéger et assurer la sécurité des personnes ayant choisi des transports doux sur la route. Par exemple, en augmentant les zones 30 dans les centres-villes et les bourgs, en créant des voies dédiées en campagne, etc. ;
- Encourager le remplacement de la voiture individuelle (ou le basculement de deux à une voiture par famille en milieu rural) par des incitations financières. Par exemple via des subventions à destination des équipements (vélo cargo, vélo électrique – incluant les équipements pour la sécurité : casque, vêtements lumineux) ou des primes (exemple du covoiturage) ;
- Pousser les entreprises à soutenir financièrement les employés utilisant les déplacements doux ;
- Porter une politique de transport ferroviaire ambitieuse – pour les voyages courts, moyens et longues distances – avec un maillage plus fin dans la région. Cette offre doit aussi contribuer à un modèle touristique et de loisirs plus local et accessible financièrement à tous. Le développement du train de nuit est par ailleurs souhaitable pour les longues distances ;
- Repenser nos choix de société, notamment en matière de taxation des modes de transport polluants. Cette taxe pourrait notamment être orientée vers le déploiement de solutions plus écologiques et la recherche-développement pour l'environnement ;
- Sensibiliser automobilistes et cyclistes au partage de la route.

MESSAGES CLES A DESTINATION DES HABITANTS / DECIDEURS

A destination des décideurs

- « Ecoutez-nous, appliquez-tout » ;
- Invitation à devenir indépendants du monde économique ;
- Donnez plus de poids aux enjeux environnementaux et sociaux ;
- Motivez-vous et motivez les gens pour agir ;
- « Soyez transparent ». Garantissez une information sûre et justifiez vos actions ;
- Soyez solidaires entre décideurs ;
- Invitation à être concrets ;
- Ayez le contrôle ;
- Incitez à la responsabilité collective ;
- Pensez la ruralité et le vieillissement : quelle place pour les logements et les services adaptés ;
- Végétaliser les toitures plates et implanter la biodiversité en ville. Plus de verdure et de parcs pour les enfants notamment – pour qu'ils gardent le lien avec la nature même en ville ;
- Favorisez le bio en : simplifiant l'acquisition du label, interdisant le glyphosate et mettant en place des contrôles sûrs ;
- Arrêtez la course au numérique et à l'IA ;
- Quelle capacité de la Région à agir – par rapport aux enjeux européens et nationaux touchés par les membres ?
- Plus de facilité à voyager, se déplacer au sein de la Région, pour le tourisme et le travail dans la vie de tous les jours ;
- Plus de liens et moins de numérique ;
- Revenez vers les membres dans un an pour faire un point sur ce qui aura été fait ;
- Aidez-nous à être les acteurs du changement.

A destination des entreprises

- Pour que les habitants changent et s'adaptent, il est nécessaire que les entreprises se donnent les moyens de le faire. Les entreprises ne le feront que si elles sont motivées ou poussées par les pouvoirs publics.

A destination des habitants

- Prenons conscience de tout ce qu'il faut faire pour préserver notre région et toutes ses qualités. « Nous avons le bonheur d'habiter dans une région riche d'histoire et avec une nature généreuse. Nous n'existons pas pour gaspiller nos richesses. Aidez-nous et offrez-nous la chance de conserver cette nature. Soyons fous et osons ! » ;
- Accompagnez les citoyens à leur donner une capacité d'agir, à mener des actions concrètes ;
- Invitation à rencontrer les citoyens de la Convention pour être sensibilisé sur les sujets climat et biodiversité ;
- Encouragement à faire des formations, à s'engager ;
- Prenons conscience de l'effondrement de la biodiversité, c'est aussi notre effondrement.